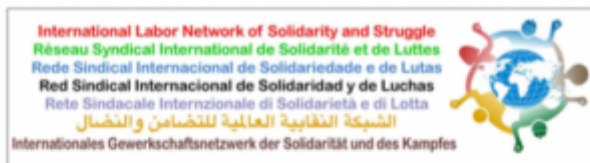




# Situation en Algérie

15 mai 2020



[www.laboursolidarity.org](http://www.laboursolidarity.org)

## Épidémie de répression du Hirak en Algérie

Communiqué du Réseau syndical international de solidarité et de lutttes – le 14/05/20

Depuis quelques semaines, les convocations par la police et les condamnations dans les tribunaux des militant-es du Hirak, journalistes, syndicalistes autonomes... se multiplient. Le pouvoir algérien, discrédité au plan national comme au plan international frappe le plus vite possible et fort en profitant de la période de pandémie et de l'arrêt provisoire des manifestations anti-système. Depuis plus d'un an, les algérien-nes sont massivement dans la rue pour réclamer la fin d'un système de corruption et liberticide. Depuis plus d'un an, la répression est montée en puissance. Aujourd'hui, le pouvoir profite de la pandémie dans une ultime tentative désespérée de mater la révolte populaire. Les dernières condamnations viennent ajouter au nombre des prisonnier-es politiques du régime enfermé-es dans les prisons par un système judiciaire aux ordres, dans des conditions d'hygiène et de sécurité déjà scandaleuses en temps normal et encore plus déplorables compte tenu de la période. Ces conditions mettent les prisonnier-es en danger grave pour celles et ceux dont la santé est fragile tout particulièrement.

Les journalistes Sofiane Merakchi et Abdelouhab Fersaoui ont été condamnés à respectivement 8 mois et un an de prison ferme en avril. En mars, le journaliste et opposant Karim Tabbou a été condamné à un an de prison en appel. Kaddour Choucha, syndicaliste du SGESS CGATA a été emprisonné pendant un mois et demi en début d'année, la mobilisation algérienne et internationale ont participé à faire reculer le pouvoir et l'ont contraint à remettre notre camarade en liberté. Nous pensons à tous et toutes les autres qui croupissent encore dans les geôles du régime, sans pouvoir recevoir la visite et l'aide de leur proche.

Nous dénonçons également les tentative d'intimidation à l'encontre des syndicalistes autonomes de la CGATA.

Les locaux de la Confédération ont été fermés sur ordre du Préfet, à Alger, pendant la préparation de la grève générale et des élections en décembre dernier, la manœuvre est grossière mais a privé de fait l'organisation syndicale d'une partie de ses moyens et de ses lieux de réunion. Nous demandons au Préfet de revenir sur cette décision inique et de lever dès à présent cette mesure de réression.

Suite à une convocation de la police de la wilaya de Chlef, Nadia Djador Alia, membre du SNAPAP CGATA a été convoquée par la police le 11 mai 2020, par le service de « lutte contre les crimes électroniques ». La police a exercé de fortes pressions sur elle, sous le grief « d'humiliation du président de la République », à travers des publications sur un réseau social. Elle doit être présentée devant le procureur de la République dans les prochains jours.

**Communiqué du réseau syndical international de solidarité et de lutte**

**International Labor Network of Solidarity and Struggle**  
**Réseau Syndical International de Solidarité et de Lutttes**  
**Rede Sindical Internacional de Solidariedade e de Lutas**  
**Red Sindical Internacional de Solidaridad y de Luchas**  
**Rete Sindacale Internzionale di Solidarietà e di Lotta**  
**الشبكة النقابية العالمية للتضامن والنضال**  
**Internationales Gewerkschaftsnetzwerk der Solidarität und des Kampfes**



[www.laboursolidarity.org](http://www.laboursolidarity.org)

## **Épidémie de répression du Hirak en Algérie**

**Communiqué du Réseau syndical international de solidarité et de lutttes – le 14/05/20**

Depuis quelques semaines, les convocations par la police et les condamnations dans les tribunaux des militant-es du Hirak, journalistes, syndicalistes autonomes... se multiplient. Le pouvoir algérien, discrédité au plan national comme au plan international frappe le plus vite possible et fort en profitant de la période de pandémie et de l'arrêt provisoire des manifestations anti-système. Depuis plus d'un an, les algérien-nes sont massivement dans la rue pour réclamer la fin d'un système de corruption et liberticide. Depuis plus d'un an, la répression est montée en puissance. Aujourd'hui, le pouvoir profite de la pandémie dans une ultime tentative désespérée de mater la révolte populaire. Les dernières condamnations viennent ajouter au nombre des prisonnier-es politiques du régime enfermés dans les prisons par un système judiciaire aux ordres, dans des conditions d'hygiène et de sécurité déjà scandaleuses en temps normal et encore plus déplorables compte tenu de la période. Ces conditions mettent les prisonnier-es en danger grave pour celles et ceux dont la santé est fragile tout particulièrement.

Les journalistes Sofiane Merakchi et Abdelouhab Fersaoui ont été condamnés à respectivement 8 mois et un an de prison ferme en avril. En mars, le journaliste et opposant Karim Tabbou a été condamné à un an de prison en appel.

Kaddour Chouicha, syndicaliste du SGESS CGATA a été emprisonné pendant un mois et demi en début d'année, la mobilisation algérienne et internationale ont participé à faire reculer le pouvoir et l'ont contraint à remettre notre camarade en liberté. Nous pensons à tous et toutes les autres qui croupissent encore dans les geôles du régime, sans pouvoir recevoir la visite et l'aide de leur proche.

Nous dénonçons également les tentative d'intimidation à l'encontre des syndicalistes autonomes de la CGATA.

Les locaux de la Confédération ont été fermés sur ordre du Préfet, à Alger, pendant la préparation de la grève générale et des élections en décembre dernier, la manœuvre est grossière mais a privé de fait l'organisation syndicale d'une partie de ses moyens et de ses lieux de réunion. Nous demandons au Préfet de revenir sur cette décision inique et de lever dès à présent cette mesure de rétorsion.

Suite à une convocation de la police de la wilaya de Chlef, Nadia Djador Alia, membre du SNAPAP CGATA a été convoquée par la police le 11mai 2020, par le service de « lutte contre les crimes électroniques ». La police a exercé de fortes pressions sur elle, sous le grief « d'humiliation du président de la République », à travers des publications sur un réseau social. Elle doit être présentée devant le procureur de la République dans les prochains jours.

En agissant ainsi, le pouvoir actuel ne fait que reculer sa chute et ajouter à son discrédit au niveau national comme au niveau international.

**Les organisations du Réseau syndical international de solidarité et de luttes dénoncent ces méthodes d'intimidation et demandent leur arrêt immédiat, ainsi que l'arrêt de toutes les poursuites judiciaires contre les militant-es du Hirak.**

**Elles exigent la libération immédiate des tous et toutes les prisonnier-es politiques.**

**Démocratie et justice sociale pour l'Algérie ! Vive le Hirak !**

**Communiqué de la Confédération Générale Autonome des Travailleurs Algériens**



الكنفدرالية العامة المستقلة للعمال في الجزائر  
Confédération Générale Autonome des Travailleurs en Algérie



CNA DAD CCCC

Cité Boushaki D, 78 Bab Ezzouar Alger

Tel-Fax : 213 832263 Mobile : +213 770208129

E-mail : snanan\_snata@yahoo.com / Web : <http://icaloerie.be> / <http://icaloerie.net>

13 Mai 2020

## Communiqué

Suite à la convocation de la police de la wilaya de chlef ( Algerie ), notifiée à Djador Alia ( Nadia), membre nationale du SNAPAP CGATA et membre du GT femmes aux réseaux Euromed ; l'intéressée s'est présentée ce jour 11 mai 2020 au siège de la police de la wilaya de chlef, service de lutte contre les crimes électroniques . Les agents de la police judiciaire ont exercés de fortes intimidations verbales et gestuelles sur notre cadre syndicale en l'accusant du grief : Humiliation du président de la république, à travers des publications sur Facebook .

Après avoir été interrogée sur les raisons de ces publications après la signature d'un procès verbal, Djador Alia a été libérée en l'informant qu'elle sera présentée dans les prochains jours devant le procureur de la république .

ce genre de violences, d'intimidation et de répression, exercées, d'une manière ou d'une autre à tout les niveaux des institutions policière et judiciaires, afin de faire taire toute voix libre et indépendante.

**rien ne peut faire taire les voix des syndicalistes libre,**

**Le président du CGATA**

Rachid Malaoui

- Emplacement : réINVENTER le syndicalisme > A l'international > Actualités internationales >
- Adresse de cet article :  
<https://solidaires.org/Situation-en-Algerie>